



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement**

**Direction départementale des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société SASU CORUDO  
pour son établissement situé 4, rue des Ateliers à CARBONNE**

n°124

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 541-1-1 et L. 541-3 ;

Vu l'article L. 541-2 du code de l'environnement qui stipule : « Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. [...] Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. »

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 2004 autorisant la société CORUDO à exploiter un centre de tri et une station de regroupement et transit de déchets industriels banals (DIB) à CARBONNE modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2010 ;

Vu le courrier préfectoral du 23 octobre 2020 actualisant le classement ICPE de l'établissement exploité par la société CORUDO situé 4 rue des ateliers à CARBONNE ;

Vu la preuve de dépôt du 10 février 2022 concernant la déclaration du bénéfice des droits acquis d'une installation classée relevant du régime de la déclaration concernant la rubrique 2718 : transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ;

Vu les bordereaux de suivis de déchets des refus de tri DIB de CORUDO réceptionnés les 25 et 26 mars 2025 par NEOLITHE précisant le refus de traitement ;

Vu le rapport d'analyse du 2 avril 2025 relatif à l'analyse des déchets présents dans les refus de tri DIB de CORUDO réceptionnés les 25 et 26 mars 2025 par NEOLITHE ;

Vu le courrier électronique du 28 mars 2025 de l'entreprise NEOLITHE à l'entreprise CORUDO ;

Vu le rapport de la visite du 13 juin 2025, transmis le 29 juillet 2025 à l'exploitant, en courrier recommandé et dont il a été accusé réception le 31 juillet 2025, pour qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours, conformément aux articles L. 171-6, L. 541-3 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations formulées par la société CORUDO par courrier du 22 août 2025 ;

Considérant que l'article 13. III de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé prévoit le respect d'une procédure d'admission : « [...] a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;
- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

[...]

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser » ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 13 juin 2025, il a été constaté l'absence de procédure d'admission reprenant les dispositions de l'article 13.III de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé ;

Considérant le refus de traitement des déchets de refus de tri de DIB de CORUDO réceptionnés par NEOLITHE les 25 et 26 mars 2025 ;

Considérant que l'entreprise Néolithe a transmis le rapport d'analyse des déchets présents dans les refus de tri de DIB de CORUDO réceptionnés par NEOLITHE les 25 et 26 mars 2025 ;

Considérant que l'entreprise Néolithe a transmis le courrier électronique du 28 mars 2025 informant la société CORUDO de la suspicion d'amiante dans les déchets réceptionnés les 25 et 26 mars 2025 ;

Considérant que, lors de sa visite, l'inspection a consulté les documents attestant de la prise en charge des déchets refusés par NEOLITHE par la société CORUDO (2 bennes de 25,44 tonnes et 24,46 tonnes) et leur réception dans l'installation de stockage de déchets non dangereux de DRIMM à MONTECH (82) ;

Considérant que l'exploitant avait été informé de la suspicion de déchets amiantés dans les bennes prises en charge par NEOLITHE et du refus des déchets ;

Considérant que ce constat est un manquement à l'article L. 541-2 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que les faits constatés portent atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de mettre en place une procédure d'admission conforme à l'article 13.III de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé afin de s'assurer de l'absence de déchets amiantés dans les bennes de DIB réceptionnées ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter l'article L. 541-2 du code de l'environnement en s'assurant qu'en cas de suspicion de déchets amiantés, ils soient éliminés dans des installations autorisées ;

Sur proposition du chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

#### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la mise en demeure**

La société SASU CORUDO est mise en demeure, pour son établissement situé 4, rue des Ateliers sur la commune de CARBONNE, sous un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté :



- de mettre en place une procédure d'admission conformément à l'article 13.III de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé afin de s'assurer de l'absence de déchets amiantés dans les bennes de DIB réceptionnées ;
- de respecter l'article L. 541-2 du code de l'environnement en s'assurant, qu'en cas de suspicion de déchets amiantés, ils soient éliminés dans des installations autorisées.

## **Article 2 : Sanctions administratives**

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point I de l'article L. 543-1 du code de l'environnement et au point II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 : Délais et voie de recours**

Conformément aux articles L. 171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de TOULOUSE, dans un délai, prévu à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 4 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et le chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société SASU CORUDO à CARBONNE et au maire de CARBONNE.

Fait à Toulouse, le 18 NOV. 2025

Pour le préfet de la Haute-Garonne  
et par délégation :  
Le secrétaire général  
  
Baptiste MANDARD